

05 _ 2022

ÉTUDE

**Une occasion
manquée**

**Retour critique sur
la campagne présidentielle
de Yannick Jadot**

_Denis Pingaud

Avertissement

Durant près de deux ans, de l'été 2020 à avril 2022, j'ai fait partie, à titre bénévole et amical, du « cercle de confiance » de Yannick Jadot, ainsi nommé par son directeur de campagne. Il réunissait quelques personnes, pour moitié élus d'Europe Écologie-Les Verts et pour moitié extérieurs à cet univers.

Cette chambre de discussion informelle a eu un rôle particulièrement important dans la phase de pré-campagne, jusqu'à la primaire écologiste de septembre 2021. Elle a servi ensuite de cadre de discussion plus espacé, en concurrence avec les nombreux comités installés pour piloter la campagne proprement dite.

Impliqué pleinement, sans être toujours entendu (notamment dans les six derniers mois), j'ai participé à l'aventure et ne saurai donc me dispenser de ma part de responsabilité collective dans son échec manifeste.

Cette étude ne vise d'ailleurs pas à pointer les manquements ou les erreurs des uns ou des autres. Aucun responsable de la campagne ne sera donc cité. Le seul objet de mon travail est d'analyser les causes – et de comprendre les raisons – d'une déconvenue pour beaucoup inattendue.

Denis Pingaud est président de Balises, cabinet spécialisé en stratégie de communication et d'opinion. Il conseille, à ce titre, de nombreux dirigeants d'entreprises. Il est par ailleurs vice-président de la Fabrique écologique, think tank de réflexions et de propositions sur les politiques publiques environnementales, et membre du Conseil d'orientation de la Fabrique de la Cité, think tank sur les problématiques urbaines et de mobilité sponsorisé par le groupe Vinci. Denis Pingaud a publié plusieurs ouvrages ayant trait aux campagnes présidentielles ou à l'univers écologiste :

- *La Longue Marche de José Bové* (Seuil, 2001) ;
- *L'Impossible Défaite*, analyse critique de la campagne de Jospin en 2002 (Seuil, 2002) ;
- *L'Effet Besancenot* (Seuil, 2008) ;
- *Europe Écologie : électorat volage, électorat stratège* (Fondation Jean-Jaurès, 2010) ;
- *L'Homme sans com'*, après l'élection de François Hollande en 2012 (Seuil, 2013).

Introduction

Il avait un boulevard. Il a fini dans une impasse... Le jugement pourrait être lapidaire à l'égard de Yannick Jadot, tant l'alignement des planètes pouvait laisser espérer une candidature écologiste à l'élection présidentielle qui bouscule les équilibres politiques. L'opinion semblait enfin avoir pris conscience de la gravité des enjeux climatiques et environnementaux. Le succès aux élections européennes de 2019 (13,5 %) puis la prise de plusieurs grandes mairies aux élections municipales de 2020 – même tronquées par la pandémie en termes de participation – laissaient croire à une dynamique électorale positive. La bonne tenue et la qualité des débats de la primaire auguraient, malgré un score final serré, d'une campagne mature et décapante.

La douche a été froide pour le candidat, le 10 avril 2022 au soir vers 19h30, quand, entouré d'une poignée de fidèles, il a dû se rendre à l'évidence : les diverses estimations recueillies auprès des instituts de sondage ne laissaient plus guère d'espoir d'atteindre les 5 %. Dans une pièce attenante à la grande salle de La Bellevilloise où patientaient les militants et les journalistes, l'ambiance était pour le moins morose. Malgré les signaux prémonitoires, qui prévoyaient un engouement pour le vote utile – les trois vainqueurs du premier tour réalisant un score sensiblement supérieur aux dernières intentions de vote publiées –, certains s'accrochaient au vain espoir d'un sursaut équivalent au rebond inattendu de 2019 quand le résultat s'était révélé nettement supérieur aux prévisions.

Yannick Jadot, courageux et résilient, a su donner le change, jusqu'à un certain point. En professionnel aguerri de la politique, il est monté à la tribune pour rappeler « l'urgence vitale de la bataille pour le climat et la biodiversité ». Il n'a pas failli à la responsabilité d'appeler à faire barrage à Marine Le Pen en appelant explicitement à voter Emmanuel Macron au deuxième tour. Mais l'émotion et l'amertume l'ont

empêché d'accomplir sa tâche jusqu'au bout de cette triste soirée électorale. Travaillé par un sentiment d'injustice, alors même que les dernières semaines avaient démontré la justesse de ses positions et de ses engagements dans le conflit ukrainien, fatigué et gêné de cet échec sans appel, il a rapidement quitté les lieux. En esquivant délibérément un ultime salut aux journalistes et un dernier bain de foule avec ses partisans.

Une élection présidentielle n'est pas une élection européenne. Elle obéit à des codes imposés par un système institutionnel désuet faisant d'une compétition quinquennale entre figures politiques nationales la clef de voûte de la délibération démocratique. À la différence de toutes les autres grandes démocraties européennes, le terrain est moins propice à la confrontation des projets, voire à la recherche de compromis. Les idées et les partis qui les incarnent s'effacent devant les postures, les rhétoriques ou les performances des postulants qui, dans une société minée par la crise de défiance envers les politiques, bénéficient de primes à la notoriété, à l'expérience ou à la simplicité. Imposer un débat nécessairement complexe sur l'impérieuse nécessité de changer de modèle de développement et d'émancipation relève, dans ce contexte, d'une forme de gaure.

Yannick Jadot s'est heurté au réel. Trop concentré sur le chemin politico-médiatique sinueux pour faire valoir sa candidature, il a sous-estimé quelques fondamentaux stratégiques pour devenir, comme il le souhaitait, le président du climat. Sa campagne de longue haleine n'a pas débouché sur une stratégie claire au moment d'entrer dans l'arène et l'a finalement rangé dans le camp des divisés de la gauche. Son positionnement sur l'enjeu central du climat et du vivant n'a pas surpassé les clivages politiques habituels, faute à la fois de radicalité dans la démarche, de simplicité dans le propos et d'audace dans la posture. Sa machinerie composite constituée

à l'issue d'une primaire incertaine a produit un certain amateurisme dans la trajectoire compliquée de la rencontre avec les électeurs. Enfin, son incarnation sérieuse, tout entière tournée vers la crédibilité, mais aussi solitaire, sans appui manifeste de personnalités ou de représentants de la société civile, a suscité moins d'attraction mobilisatrice que de regards polis.

Une stratégie trop peu lisible

Il faut toujours écouter les anciens ! José Bové, figure mouvementiste d'une écologie centrée sur la santé et l'alimentation, et Noël Mamère, détenteur du brevet du meilleur candidat écologiste à une élection présidentielle, publie une tribune en octobre 2020. Elle se conclut par ces mots : « Europe Écologie-Les Verts n'est plus à la dimension de ce que représentent les écologistes dans la société [...]. Nous demandons à nos amis qu'ils se mettent en ordre de marche [...] vers la présidentielle et les législatives, élections majeures dans l'actuel système institutionnel à la verticalité pernicieuse. La question est : voulons-nous une fois encore y participer en simples figurants, ou nous donner toutes les chances de l'emporter pour faire entrer la France dans la "société écologique" ?¹ »

Dix-huit mois avant l'échéance, l'appel sonne comme un avertissement. La machine à gagner des voix n'est pas prête pour une élection qui n'a jamais réussi aux écolos. Sans un élargissement du parti « vert », sans une accélération de la procédure devant conduire à la désignation de son candidat ou de sa candidate à la présidentielle, le risque est grand de laisser passer une occasion historique. À l'époque, après la conquête de plusieurs grandes villes aux élections municipales, la formation reste un tout petit parti d'environ 15 000 adhérents dont le siège à Paris compte à peine une dizaine de permanents. Et si Yannick Jadot semble s'imposer comme un candidat naturel, après le succès de la liste qu'il a conduite aux élections européennes de 2019, il continue de souffrir d'un déficit majeur de notoriété et d'image. L'analyse est sévère, mais juste.

Le futur candidat en est parfaitement conscient. C'est le moment où il réunit un « cercle de confiance » autour de lui, pour réfléchir à sa stratégie présidentielle. Convaincu d'être l'homme de la situation, il se donne deux objectifs prioritaires pour les mois à venir : imposer la question climatique et environnementale comme axe central du débat public après le renoncement du pouvoir à mettre en œuvre la plupart des recommandations de la convention citoyenne sur le climat ; s'imposer comme un « présidentiable » à part entière alors que 52 % des Français se déclarent « sans opinion » sur lui, 16 % seulement le créditant d'une bonne image². À titre de comparaison, si Jean-Luc Mélenchon et Anne Hidalgo cristallisent respectivement 65 % et 50 % d'opinions négatives, seuls 15 % et 25 % des Français ne les « calculent » pas.

Le défi est immense et complexe. Une élection présidentielle ne ressemble à aucune autre et suppose une rencontre entre une opinion de plus en plus rétive aux logiques partidaires et une personnalité qui incarne les aspirations profondes de la société. « Elle rend fou », aime à dire Daniel Cohn-Bendit. Elle oblige surtout à considérer que l'émergence sur la scène concurrentielle n'a rien de spontanée ni de rationnelle. Elle exige une bonne dose de différenciation – être unique dans la compétition – et un zeste raisonnable de provocation – être dérangeant dans le jeu. Surtout, elle exige de savoir et de pouvoir imposer son sujet dans le brouhaha qui envahit l'écosystème politico-médiatique.

1. José Bové et Noël Mamère, « Les écologistes doivent prendre la tête d'un rassemblement en mesure de transformer la société », *Le Monde*, 12 septembre 2020.

2. « Baromètre politique », Elabe, septembre 2020.

L'écologie a gagné la bataille culturelle

Au vu de toutes les études d'opinion, les préoccupations sur la question de l'environnement n'ont cessé de croître depuis plusieurs années. En cette rentrée 2020, si l'on met de côté la crise sanitaire qui éveille toutes les craintes avec la deuxième vague de la pandémie, elles font désormais jeu égal avec celles concernant la sécurité ou le pouvoir d'achat. La multiplication des événements climatiques extrêmes, y compris en Europe, les débats récurrents sur les effets des pesticides sur la santé, la prise de conscience des atouts d'une alimentation locale et moins consommatrice d'énergie, la sidération devant la disparition annoncée de certaines espèces animales, tout concourt à travailler les esprits. D'une certaine façon, l'écologie politique a gagné la bataille culturelle sur la nécessité de changer les modes de vie.

Le tableau incite à un certain optimisme sur la capacité d'un candidat écologiste à bousculer l'élection et à transformer les bons résultats enregistrés aux européennes et aux municipales en un succès *a priori* invraisemblable. Reste cependant à en définir les moyens. Plusieurs hypothèses sont alors envisagées, dont la mise en œuvre dépend de plusieurs facteurs. Le premier est la capacité du parti Europe Écologie-Les Verts (EE-LV) à dépasser ses propres limites pour incarner les mobilisations disséminées de la société civile et accueillir des personnalités venues d'autres rivages politiques. Le deuxième est la position que doit définir le Parti socialiste (PS) dont le penchant unitaire n'est pas exclu pour imposer une offre inédite social-écologiste de gouvernement et empêcher ainsi un nouveau duel Macron-Le Pen au second tour. Le troisième, enfin, est l'analyse des risques, en termes de financement et de parrainages, d'une aventure solitaire sans passer par la case d'une primaire d'EE-LV dont l'issue est toujours incertaine.

Cette dernière hypothèse est sérieusement envisagée. À l'été 2020, Yannick Jadot s'est déjà fait remarquer par une relative liberté de propos et de ton par rapport à sa famille politique. Son image s'est affermie auprès de leaders d'opinion qui soulignent les convictions et la responsabilité de ce leader écologiste. Son potentiel électoral semble prometteur au fil des résultats des élections intermédiaires du quinquennat. Sa démarcation avec les positions discutées de certains courants de gauche sur la République ou la laïcité le rend fréquentable par des milieux intellectuels ferraillant, de manière souvent injuste et parfois ignare, contre toutes les formes supposées d'« islamo-gauchisme » ou de « wokisme ».

Brocardé par une partie des militants parce que suspecté de vouloir pactiser avec les entreprises, bientôt critiqué pour avoir déclaré « Les burkinis n'ont rien à faire dans une piscine¹ », le futur vainqueur de la primaire, en effet, défend des positions, sur les sujets économiques et régaliens, qui irritent les siens. Intuition prémonitoire ? Considérant que l'écologie est indissociable de la santé, il va même jusqu'à affirmer son penchant pour la vaccination obligatoire quand se met en place, début 2021, la stratégie la plus efficace contre la pandémie. Il est à total rebours du courant antivax écolo. Mais c'est précisément ce qui donne à sa pré-campagne un souffle particulier pour convaincre un électorat modéré et républicain de lui accorder sa confiance.

Exit l'hypothèse d'une candidature solitaire

Le processus de déclaration de candidature est déjà imaginé à l'instar de candidats qui ont décidé de partir tôt dans la bataille, tel Xavier Bertrand côté Les Républicains (LR) ou bientôt Jean-Luc Mélenchon côté La France insoumise (LFI). Hésitant cependant, Yannick Jadot commet un premier

1. « Sécurité, laïcité, islamisme... Yannick Jadot dévoile ce que ferait un président écolo », *L'Obs*, 16 septembre 2020.

faux pas à l'occasion des journées d'été d'EE-LV. Il demande que le ou la candidate de sa formation soit désignée très rapidement, avant la fin de l'année. La manœuvre est apparemment claire. La fin de non-recevoir, que les dirigeants de l'organisation adressent immédiatement en renvoyant le processus au lendemain des élections régionales de juin 2021, pourrait être le prétexte à un lancement de candidature coûte que coûte. L'idée est caressée au motif que le parti écologiste n'aura d'autre choix, *in fine*, que de se rallier.

Mais en affirmant son désir d'en passer rapidement par le vote des militants et sympathisants, il reconnaît publiquement le fait de ne pas être prêt à s'affranchir de la fidélité à son parti. Se lancer sans l'onction de son parti au motif que la primaire est programmée trop tard ? La démarche risquerait d'être mal comprise et n'aurait déjà plus le même impact qu'une annonce de candidature sans se soucier de la procédure statutaire de son parti. Bien qu'il continue d'affirmer « se préparer » pour l'élection et que médias et observateurs soupèsent sa détermination, le doute subsiste sur la stratégie électorale qu'il entend suivre.

Lorsqu'il ouvre sa plate-forme « 2022, l'écologie », plus d'un an avant le scrutin, les premières intentions de vote pour la présidentielle le crédite d'environ 8 %. Il n'hésite pas alors à déclarer : « Si on arrive à rassembler entre Mélenchon et Macron, la victoire est possible¹. » En même temps (!), pas question de s'affranchir d'une primaire, laisse-t-il entendre par la voix de certains. En réalité, sa conviction est faite. Sans les moyens d'une organisation pour le financement et de son réseau d'élus pour les parrainages, la montagne est trop dure à gravir. Progressivement, il rentre dans le *timing* et la procédure souhaités par sa formation. Il annihile en partie, de ce fait, les efforts déployés pour se démarquer d'une écologie trop colorée à gauche, voire parfois à l'extrême gauche, telle qu'incarnée par Europe Écologie-Les Verts.

Exit la candidature solitaire, place à une nouvelle forme d'ambiguïté dans la définition de la stratégie. Portée par un sentiment diffus que c'est désormais

au tour de l'écologie de rassembler le camp progressiste, après le ralliement de Yannick Jadot à Benoît Hamon en 2017, l'idée d'une candidature commune chemine depuis plusieurs mois dans la tête des dirigeants socialistes. violemment combattue par les défenseurs de l'identité social-démocrate, ceux-là mêmes qui, sans regret, sont montés au front contre le vote utile Mélenchon et l'accord des législatives qui suivra, elle est entravée par la décision d'Anne Hidalgo de relever le défi de la présidentielle. L'obstacle est de taille : une femme, ayant fait de l'écologie un drapeau à Paris, dont les compétences à ce stade ne sont pas mises en cause.

Le faux pas du rassemblement de toute la gauche

Un deuxième faux pas confirme alors la valse-hésitation stratégique. En tendant la main à l'ensemble des composantes de la gauche, y compris La France insoumise, en mai 2020, Yannick Jadot marque apparemment un point. Dans la cacophonie et devant la multiplicité des candidatures qui se profilent, l'initiative conforte son image de rassembleur. Crédit lui en est fait quand les partenaires potentiels se réfugient très vite dans des exigences inacceptables, côté France insoumise, ou dans des évitements internes, côté Parti socialiste ou Parti communiste (PCF). Mais la démarche heurte déjà les partisans d'une union par la base et par-dessus les partis. Surtout, elle ramène le futur candidat dans le sillon d'une gauche morcelée qui n'est de nature à séduire ni l'électorat écologiste plus divers qu'on ne le croit, ni les ralliés à Emmanuel Macron de 2017 qui, honteux ou dépités par le quinquennat qui s'achève, n'en croient pas moins que le temps de la « vieille gauche » est révolu.

Anne Hidalgo est bientôt candidate déclarée. La primaire écologiste a bien lieu comme prévu. Et Yannick Jadot s'y déclare candidat. Les deux hypothèses d'une candidature solitaire ou adoubée par

1. « Yannick Jadot veut relancer sa campagne verte », *Libération*, 3 février 2021.

un accord au sommet étant désormais caduques, reste à convaincre un premier corps électoral écologiste. Pour être finalement nettement plus consistant que les fois précédentes, celui-ci n'en rassemble toutefois qu'une grosse centaine de milliers de votants. On connaît la suite marquée par des débats relativement sereins et une performance procédurale saluée par tous les observateurs.

Les résultats surprennent, avec notamment la mise en lumière d'une candidate de second tour, Sandrine Rousseau, qui porte un éco-féminisme en phase avec certains courants puissants de la société, mais dont le tropisme politique est proche de La France insoumise. Le candidat désigné sort du scrutin à la fois rapetissé par son score étriqué et grandi par une nouvelle victoire, comme en 2016. Pour gagner, il a promu le nécessaire : la crédibilité de l'écologie de gouvernement passe par des mesures

précises plutôt que par des intentions louables. Mais il a évité l'essentiel... Le piège, en effet, se referme doucement sur Yannick Jadot. Désormais candidat du pôle écologiste, il espère fédérer autour de la marque « climat et biodiversité » un électorat audacieux et pragmatique qui a manifesté son soutien lors des européennes et a donné sa chance à des maires écologistes aux municipales. C'est sans compter sur sa classification « à gauche » par tous les observateurs et sur la dramaturgie particulière d'une présidentielle. D'un côté, le boulet est lourd à traîner dans le marécage de candidatures lilliputiennes qui s'affrontent par sondages interposés. De l'autre, l'envol est difficile à négocier dans le maëlstrom nauséabond de la candidature Zemmour qui occupe les médias. Prôner l'interdiction de la chasse le week-end attire l'attention, mais pas les électeurs. Il n'y a pas d'effet Jadot consécutif à la primaire.

Moyenne des intentions de vote pour Yannick Jadot (en pourcentages du total) durant la campagne

	Avant primaire écologiste	Après primaire écologiste	Avant candidature Taubira	Candidature Taubira	Après primaire populaire	Après retrait Taubira et début guerre Ukraine	Avant premier tour
	Septembre (5 instituts)	Octobre (6 instituts)	Novembre (7 instituts)	Janvier (5 instituts)	Février (7 instituts)	Mars (8 instituts)	Avril (7 instituts)
Jean-Luc Mélenchon	8,6	8,3	8,6	9,4	9,7	12,0	16,3
Yannick Jadot	7,0	7,5	7,4	6,1	5,1	5,3	5,1
Anne Hidalgo	6,8	5,3	6,6	3,2	2,3	2,1	2,1

La question de l'unité de la gauche resurgit à mesure que se profile un possible second tour dont celle-ci serait de nouveau écartée. Des voix s'élèvent pour exhorter socialistes, écologistes et « insoumis » à réaliser une union dès le premier tour en 2022 afin d'éviter le remake de 2017. Ce désir d'unité, relayé politiquement par les « frondeurs » du quinquennat de François Hollande, trouve écho dans un électoralat plus préoccupé par le rassemblement que par le programme. Il se manifeste notamment par l'initiative de la primaire populaire, issue de militants engagés, mais non encartés, qui prétend piloter une large discussion sur un projet présidentiel et propose à tous les prétendants d'y participer pour déboucher sur une candidature unique.

Le fondamentalisme vert en réponse à l'offre d'Anne Hidalgo

Survient alors le troisième faux pas, compréhensible, mais fatal. Anne Hidalgo, déjà décrédibilisée par une entrée en campagne sans débat au sein du Parti socialiste, par quelques errements sur les premières mesures de son programme et par des sondages qui ne la crédite finalement que de 3 % à 6 % des intentions de vote, tente un coup de poker. Elle descend d'un train qui l'emmène en déplacement dans le Sud-Ouest, repart vers Paris

et se présente au journal de 20 heures de TF1 pour, en quelques minutes à peine, faire une proposition inattendue : « Organisons une primaire de la gauche avec les candidats et candidates qui veulent gouverner ensemble. »

L'offre est une opportunité de débattre et de rassembler autour d'un projet de social-écologie de gouvernement. Autrement dit, sans les « insoumis », dont la plate-forme de rupture n'est pas de nature à convaincre une majorité d'électeurs, et qui, immédiatement, dénoncent une manœuvre. Une telle perspective pourrait entraîner dans son sillage bien au-delà de l'électorat de gauche. Quelles que soient les probables conversations à mener sur le corps électoral de la primaire proposée, quelles que soient les discussions à conclure sur un projet présidentiel commun, quelles que soient les intentions cachées de la candidate socialiste, l'occasion mérite d'être saisie. La candidature écologiste patine. Mais au vu des sondages et de ce que donneront plus tard les résultats de la primaire populaire, Yannick Jadot a toutes les chances de sortir vainqueur d'une consultation dont il serait, avec Anne Hidalgo, le principal participant.

Le contexte est favorable. À la question : « Vous, personnellement, souhaitez-vous un rapprochement entre les candidatures d'Anne Hidalgo et de Yannick Jadot de façon à présenter une candidature unique soutenue par le Parti socialiste et Europe Écologie-Les Verts à la prochaine élection présidentielle, le 10 avril 2022 ? », 69 % des interviewés se déclarant proche du Parti socialiste et 77 % de ceux proches d'Europe Écologie-Les Verts répondent « oui »¹. Signal intéressant : 50 % des électeurs d'Emmanuel Macron en 2017 y sont également favorables, pour partie celles et ceux, probablement, que le bilan du quinquennat ne convainc pas.

Le « tapis » d'Anne Hidalgo interroge. Autour du candidat, le staff suggère de prendre son temps. La maire de Paris espère sans doute trouver une issue « par le haut », de renoncement dans l'honneur, après avoir été battue à la régulière par son principal

rival. Elle cherche en même temps à reprendre la main de l'unité avec les écologistes, après l'avoir sèchement repoussée quelques mois plus tôt. Et sa proposition reste confuse quant au périmètre et au protocole d'un scrutin inédit. La manœuvre ne vise-t-elle pas, finalement, à vouloir renvoyer à d'autres le mistigri de la division ?

Ce que l'on pourrait qualifier de fondamentalisme vert, notamment prôné par les personnalités les plus influentes de la direction d'Europe Écologie-Les Verts, emporte finalement la réaction du candidat. Au lieu d'ouvrir les bras en position de force, Yannick Jadot choisit de durcir immédiatement le ton et de repousser l'offre. Il demande tout simplement à sa concurrente de se retirer. Motif invoqué ? Le précédent de 2017. Cette position marque un tournant. Ni candidat autonome de l'écologie, ni candidat d'union de la social-écologie de gouvernement, reste donc le candidat d'Europe Écologie-Les Verts qui, bien qu'adoubé par les sympathisants d'un pôle écologiste rassemblant quelques petites formations complémentaires, est dorénavant désigné comme tel par tous les médias.

Le refus ne serait-ce même que d'étudier la proposition d'Anne Hidalgo ouvre immédiatement la voie à l'opération Christiane Taubira, orchestrée par les organisateurs de la primaire populaire, qui se déroule fin janvier. La division s'installe, frisant le ridicule et faisant le jeu de la tortue Mélenchon. Fort de son succès d'il y a cinq ans, appelant à l'union derrière lui et dénonçant à juste titre les palinodies de celles et ceux qui prétendent forcer l'unité par un scrutin sans débat ni accord de tous les participants, celui-ci va progressivement apparaître comme le recours de gauche ultime pour participer au second tour. L'isolationnisme de Yannick Jadot, orthogonal à sa posture de rassembleur quelques mois plus tôt, sonne comme une allégeance à l'idée de précipiter la chute de la maison socialiste avant toute autre considération. Il n'imagine sans doute pas, alors, que cet effondrement l'entraînera, lui aussi, dans la déroute électorale.

1. « Les Français et la gauche dans la perspective de l'élection présidentielle », enquête Ifop pour *Le Journal du dimanche*, 20 novembre 2011.

Un positionnement trop peu disruptif

Une campagne présidentielle se gagne sur trois critères : l'originalité de la posture, la crédibilité du projet, l'attractivité du propos. En 2017, l'alchimie a fonctionné avec un candidat voulant renverser la table de la confrontation traditionnelle gauche-droite. Le credo du « en même temps », un programme fondé sur des réformes apparemment de bon sens et la promesse d'une France plus consensuelle et performante ont séduit une majorité d'électeurs fatigués d'une alternance sans résultats probants. Derrière la fusée Emmanuel Macron, la réunification des élites, autrefois partagées entre le centre-gauche et le centre-droit, en a été le fait sociétal majeur¹, entérinant le nouveau clivage social et culturel entre les gagnants et les perdants du libéralisme économique. La bascule d'une partie de l'électorat de gauche en a été le fait électoral notable.

À l'orée de la campagne de 2022, c'est une erreur de considérer cette bascule comme un simple épisode. Même si le mouvement des « gilets jaunes » a ébranlé l'édifice, même si au fil des réformes annoncées, et pas toujours mises en œuvre, la balance du « en même temps » a sérieusement penché à droite, même si les élections locales ont démontré la faiblesse de la base politique et partidairer du macronisme, l'opinion manifeste une confiance relativement solide au président. La crise sanitaire est passée par là. Les débats virulents sur le manque de masques, l'insuffisance des lits d'hôpitaux, le retard à l'allumage de la vaccination ont été couverts par le « quoi qu'il en coûte », une politique keynésienne hypothéquant le futur, mais assurant une traversée de crise sans casse majeure, pas pour tous, mais pour le plus grand nombre.

Que sont devenus les « changeurs » de 2017 ? Un électeur sur deux de François Hollande en 2012 et

un électeur sur cinq se déclarant proche d'Europe Écologie-Les Verts ont quitté leurs rives pour voter Emmanuel Macron². Cette cohorte n'a pas définitivement abandonné ses idéaux progressistes pour, finalement, accepter une logique réformatrice fondée sur un libéralisme assumé. Elle s'est réveillée à l'occasion des élections intermédiaires. En 2019, aux élections européennes, 30 % des « macronistes » ont porté leurs suffrages sur des listes de gauche ou écologistes. Puis, dans un contexte de forte abstention et de succès global de la droite, elle a permis aux écologistes et aux socialistes de conquérir nombre de villes et de conserver nombre de régions. Le balancier s'est quelque peu redressé à l'occasion de scrutins sans enjeu national.

Mais les racines de la bascule d'une partie du peuple progressiste restent profondes. Elles tiennent à un sérieux malaise. Depuis plus de quarante ans, le camp de l'émancipation a gagné ses grands combats électoraux sur des programmes de rupture avec le système économique libéral. Toutefois, les avancées sociales de l'ère Mitterrand, celles du moment Jospin, le symbole de la COP21 sous le quinquennat Hollande ont toujours été contrebalancés par un accommodement de fait avec l'économie de marché. Au nom du réalisme et des contraintes, l'exercice du pouvoir a privilégié le pragmatisme au détriment du chamboulement promis. Les grandes réformes sociétales n'ont pas suffi à dissiper un sentiment confus de duperie.

Au fond, une partie de l'électorat traditionnel de la gauche est déchirée. Sa volonté d'en découdre avec un système qui produit plus d'inégalités que d'ascension sociale et de partage du bien commun s'émousse face aux promesses d'un réformisme patient, bien que souvent frustrant, pour colmater les brèches

1. Lire à ce sujet l'analyse de Jérôme Sainte-Marie dans *Bloc contre bloc. La dynamique du macronisme*, Paris, Éditions du Cerf, 2019.
2. « Sociologie de l'électorat », enquête Ipsos / Sopra Steria, 23 avril 2017.

d'une économie rongée par la toute-puissance du marché. L'empêchement de François Hollande, en 2017, s'est traduit par un divorce électoral entre le vote utile Mélenchon et le vote malgré tout Macron.

57 % des électeurs écologistes, seulement, s'autopositionnent à gauche

Les électeurs écologistes, de leur côté, ne sont pas toujours classables. Selon toutes les enquêtes, ils ont un comportement volatil et stratégique¹. Plus

précisément, leur rapport aux enjeux politiques varie sensiblement d'un scrutin à l'autre. Profondément attachés à l'Europe, ils sont les meilleurs soutiens des listes d'Europe Écologie-Les Verts aux élections européennes. Convaincus d'un mode de vie urbain favorisant les mobilités douces et la lutte contre la pollution, ils ont créé la surprise lors des élections municipales de 2020, en rendant possibles des coalitions portant un ou une édile de leur famille à la tête de nombreuses grandes villes. Peu enclins à la personnalisation des institutions de la V^e République et peu convaincus par la capacité des candidats verts à prendre la tête de l'État, ils ne leur ont jamais accordé qu'un vote d'estime lors des différentes élections présidentielles depuis trente ans.

Autopositionnement politique des Français et des électeurs Jadot aux européennes 2019*

	0 à 4 À gauche	5 Au centre	6 à 10 À droite	Ne savent pas
Français	29 %	17 %	46 %	7 %
Électeurs Jadot 2019	57 %	21 %	19 %	3 %

* Source : « Enquête électorale française 2021-2022, vague 9 », enquête Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, le Cevipof et *Le Monde*, avril 2022.

Où se situent les électeurs écologistes à la veille du premier tour de l'élection présidentielle de 2022 ? Les réponses du panel de plus de 10 000 Français observé régulièrement par l'Institut Ipsos, la Fondation Jean-Jaurès, le Cevipof et *Le Monde* durant la campagne apportent un éclairage essentiel. En effet, contrairement aux idées reçues, le sous-panel constitué des électeurs de la liste conduite par Yannick Jadot aux européennes de 2019, laquelle avait rassemblé 3 millions de voix, n'est que relativement ancré à gauche. Sur un axe de 0 à 10, 0 signifiant un positionnement à l'extrême gauche et 10 à l'extrême droite, 57 % se déclarent plutôt à gauche (0 à 4), 21 % au centre (5) et 19 % plutôt à droite (6 à 10)². S'agissant de la proximité partisane, 9 % citent

La France insoumise, 10 % le Parti socialiste, 30 % Europe Écologie-Les Verts, 8,5 % La République en marche et 30 % aucun parti.

Le plus intéressant, cependant, est que se dégage un bloc « social-écologiste » dans l'opinion : indépendamment de leur choix de 2017, les électeurs qui se déclarent sympathisants du Parti socialiste et d'Europe Écologie-Les Verts sont incroyablement proches sur toutes les grandes questions d'actualité³. « Premier trait, souligne Gilles Finchelstein, directeur de la Fondation Jean-Jaurès, ils sont mobilisés par le changement climatique et quasi unanimes à être prêts à modifier en profondeur leur mode de vie pour faire face à l'urgence environnementale⁴. » Deuxième trait : ils sont préoccupés par

1. Voir Denis Pingaud, *Europe Écologie : électoralat volage, électoralat stratège*, Fondation Jean-Jaurès, 10 novembre 2010.

2. « Enquête électorale française 2021-2022, vague 9 », enquête Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, le Cevipof et *Le Monde*, avril 2022.

3. « Fractures françaises », enquête Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et *Le Monde*, septembre 2020.

4. Gilles Finchelstein, « Focus sur le bloc social-écologiste », *Le Monde*, Fondation Jean-Jaurès, 15 septembre 2020.

la question sociale et souhaitent davantage de redistribution. Ils récusent la théorie du ruissellement, selon laquelle plus il y a de riches, plus cela profite à toute la société. Enfin, ils se distinguent fortement des sympathisants de La France insoumise sur la confiance dans l'Europe.

Un gisement électoral à faire fructifier

Ces données invitent évidemment à réfléchir sur la posture générale du candidat désormais en lice. Au-delà même des considérations tactiques liées à la compétition qui s'organise entre une extrême droite bruyante et puissante, une droite apparemment décidée à s'unir, un président-candidat qui refuse d'entrer dans le jeu et une multiplicité de candidatures à gauche, la question est de savoir quel est le message central à délivrer. Yannick Jadot estime, à juste titre, que la montée des préoccupations environnementales doit constituer l'angle d'attaque principal. Porter le fer sur l'enjeu climatique et la nécessaire transition écologique est de nature à rassembler l'électorat écologiste et à créer une dynamique propre à convaincre une majorité de Français.

Ce n'est pas tout. Aux yeux des « changeurs » de 2017, le bilan du quinquennat d'Emmanuel Macron pêche au moins sur trois sujets. D'abord, la procrastination climatique et le peu d'engagement dans la transition écologique sont perçus comme une faiblesse. Ensuite, la suppression de l'impôt sur la fortune et d'autres mesures symboliques ont scellé l'image du président des riches. Enfin, l'exercice vertical du pouvoir est considéré comme une faille au regard de l'attente d'un enrichissement de la démocratie quotidienne. Sur ces trois thèmes, une partie de l'électorat macroniste est mal à l'aise et sensible à une critique et des solutions constructives. Le candidat a donc un gisement électoral à faire fructifier autour du triptyque écologie, inégalités sociales et démocratie.

Vouloir porter une « écologie de gouvernement », fondée sur la transition climatique, la justice sociale

et le renouveau démocratique, autrement dit un projet réformiste susceptible d'emporter une majorité, implique de prendre en compte la nature composite de ce gisement. Une partie des électeurs potentiels naviguent entre Emmanuel Macron et la social-écologie, une autre partie est plus solidement arrimée à gauche. La candidature annoncée de Jean-Luc Mélenchon pour 2022 laisse penser que, de son côté, l'électorat de gauche radical et « frondeur » trouvera son héros dont la démarche, comme cinq ans plus tôt, ne vise pas tant à conquérir et à exercer le pouvoir – il lui est impossible de réunir une majorité de votes sur son programme de rupture – que de prendre le leadership définitif face au Parti socialiste.

Or, l'élaboration du programme, d'abord confié à des groupes d'experts puis synthétisé par l'équipe de campagne, suit un processus itératif lent auquel le candidat veille avec une idée principale en tête : faire sérieux pour être crédible. S'agissant de la transition climatique et de la protection du vivant, les propositions s'appuient sur des scénarios produits par des centres de recherche, des ONG ou des agences d'État. Elles sont chiffrées et précises comme, par exemple, les objectifs concernant la production d'énergie renouvelable, les engagements pour la rénovation thermique des logements, la généralisation d'un forfait mobilité durable pour les déplacements domicile-travail ou le nombre de conversion de moteurs thermiques en moteurs électriques grâce au rétrofit.

Soucieux de respectabilité, il déroule un programme de 120 propositions dont le centre de gravité est l'action pour le climat et le vivant, mais aussi la justice sociale et les services publics, la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, la construction de l'Europe et la diplomatie climatique. En termes d'expression publique, cela donne beaucoup de milliards d'euros égrenés au fil des émissions, des interviews ou des meetings : 10 milliards par an consacrés à la rénovation thermique des logements, 400 euros de chèque énergie pour les six millions de ménages modestes, 4 milliards par an investis pour le transport ferroviaire, 912 euros de revenu citoyen minimum (comprenant l'allocation logement et la prime d'activité), 1 milliard par an engagé pour mieux lutter contre les violences faites aux femmes, etc.

Inédite de la part d'un prétendant venu de l'écologie, l'application à exécuter avec minutie les figures imposées d'une campagne et d'un projet présidentiels laisse toutefois le jury électoral de marbre. Positionnement trop classique ? Dans le programme rendu définitivement public fin janvier 2022, un certain nombre de marqueurs s'affichent comme un air de déjà-vu, qui n'incitent guère les indécis progressistes à se déclarer intentionnistes. Depuis quarante ans et l'élection de François Mitterrand, les mascottes de gauche sont à peu près les mêmes : revalorisation forte du smic, construction de centaines de milliers de logements sociaux, alourdissement de l'impôt sur la fortune, embauche massive d'infirmières et d'enseignants, priorités budgétaires aux quartiers populaires, etc. Or, l'histoire a montré que, même quand des présidents ou Premiers ministres socialistes étaient au pouvoir, de telles promesses étaient inapplicables, et donc inappliquées.

Ce qu'il manque : une dose de radicalité et un effort de simplicité

Compétiteur désireux de renouveler le discours politique, en mettant la question écologique au centre du débat, Yannick Jadot apparaît paradoxalement, aux yeux de son électorat potentiel, comme un peu trop conventionnel et un peu trop catalogué. Son pouvoir d'attraction s'en ressent. Les observateurs, et bientôt les adversaires internes à Europe Écologie-Les Verts, ne se privent pas de regretter une campagne trop ennuyeuse et sans attrait. Pour sortir du registre classique d'une campagne, le candidat doit surprendre et assumer la controverse sur son terrain privilégié du climat et du vivant plutôt que de lisser son propos autour d'une rhétorique un peu technocratique. Comme le veut la règle dans toute bataille électorale, notamment pour un candidat à la notoriété encore faible, l'identification passe par une dose de radicalité et un effort de simplicité.

Le débat sur le nucléaire, lancé par le président à l'automne 2021, illustre cette difficulté à étonner et emballer le match. Des scénarios opportunément rendus publics invitent à considérer que l'énergie nucléaire est indispensable pour atteindre les objectifs de décarbonation. Le candidat écologiste monte au front. Sans changer un mot de son argumentaire très construit visant à mettre le paquet sur le renouvelable et démonter l'illusion d'une relance de nouvelles centrales à horizon de vingt ans, il a l'occasion de bousculer les perceptions et les *a priori*, en traitant l'épineuse question des modalités et du *timing* de l'arrêt progressif du parc en fonctionnement.

Au lieu de marquer les esprits en revendiquant publiquement une sorte d'*aggiornamento* – l'acceptation temporaire d'un mix énergétique incluant le nucléaire, compte tenu des besoins à satisfaire et des effets positifs en termes d'émissions de CO₂ –, il manie une rhétorique très défensive. Il affirme que le sujet devra être traité de manière pragmatique et que sa vision, de toute façon, n'est pas celle d'« une douche froide dans le noir tous les mois ». Les observateurs reconnaissent une position moins catégorique que le discours écologiste habituel. Mais sans renoncer à réaffirmer son hostilité de principe à l'énergie nucléaire, il manque ainsi l'effet de surprise et la polarisation possible sur une démarche disruptive.

De façon plus générale, Yannick Jadot esquivé le sujet majeur du modèle de consommation énergétique. Qu'on le nomme décroissance ou sobriété collective, l'impératif catégorique pour lutter efficacement et durablement contre le réchauffement climatique mérite explication. Il épouse un sentiment profond de la société civile mobilisée sur les questions de gaspillage, de recyclage ou plus généralement de changement de vie. Et il est de nature à susciter un mouvement d'adhésion dans une partie de la jeunesse qui se reconnaît plus dans Greta Thunberg ou le mouvement Extinction Rebellion que dans les classiques partis écologistes.

Vote au premier tour de la présidentielle 2022 des électeurs de 18 à 24 ans*

	Candidats trotskystes	Jean-Luc Mélenchon	Fabien Roussel	Anne Hidalgo	Yannick Jadot	Emmanuel Macron	Valérie Pécresse	Marine Le Pen	Éric Zemmour	Autres
Ensemble des Français	1,33 %	21,95 %	2,28 %	1,75 %	4,63 %	27,85 %	4,78 %	23,15 %	7,07 %	5,19 %
Électeurs 18-24 ans	1 %	31 %	3 %	1 %	6 %	20 %	2 %	26 %	8 %	2 %

* Source : « Sociologie de l'électorat », enquête Ipsos / Sopra Steria, 23 avril 2017.

Par crainte de ne pas être compris des électeurs, et plus particulièrement des catégories populaires, le candidat préfère ne jamais employer le gros mot de « décroissance » agité comme un épouvantail par quasiment tous ses compétiteurs. La prudence sémantique, de ce point de vue, a l'avantage d'écarter les mauvais procès et les vilaines caricatures. Mais elle a le redoutable inconvénient de rendre le récit politique moins radical et passionnant. D'autant que la controverse commence d'ébranler les bastions les plus solides de la croissance verte, qui revendiquent la résolution de la crise climatique par la magie de la technologie. Le GIEC, lui-même, évoque pour la première fois la sobriété comme levier d'action tandis que Dennis Meadows, auteur du mythique rapport de 1972 sur « les limites de la croissance », rappelle opportunément que « le développement durable n'est plus possible¹ ».

Il faut aussi beaucoup de simplicité pour être écouté et entendu. Aux extrêmes, les raisonnements sont assez simples : moins d'immigrés pour rendre plus de pouvoir d'achat aux Français, côté Marine Le Pen ; un nouveau modèle économique anticapitaliste pour préserver la retraite à soixante ans, côté Jean-Luc Mélenchon. Or, les écologistes entendent apporter des réponses nécessairement plus complexes à ce qui constitue le cœur de leur propos. Il n'est évident ni de le simplifier quand entrent en jeu l'équilibre d'un mix énergétique ou la transition progressive de l'appareil productif vers la décarbonation, ni de l'inspirer quand sont en cause les comporte-

ments responsables et, au final, des changements de mode de vie.

Un bon exemple de cette difficulté est la notion de treizième mois pour les plus bas revenus, présentée par Yannick Jadot comme la conséquence d'une politique efficiente de rénovation des logements associée aux aides financières pour faire face aux dépenses énergétiques contraintes. Trop compliquée à comprendre, elle n'a jamais suscité de débat. À l'inverse, l'idée relativement simple – et volontairement polémique – d'un bonus-malus écologique appliqué à l'ensemble de la fiscalité a quelque peu émergé après la présentation du programme par le candidat fin janvier. Mais pas suffisamment répétée et illustrée au rythme des prises de parole, elle est restée assez inaudible.

Privilégier l'affrontement sur le bilan ou imaginer les compromis du futur ?

Dernier problème soulevé par le positionnement de la campagne : un candidat écologiste, compte tenu de l'urgence, a-t-il vocation à ne s'inscrire que dans la perspective d'un affrontement avec le bilan du président sortant ? L'appréciation des Français est clairement, mais pas totalement, négative. 35 %

1. « Dennis Meadows : "Il faut mettre fin à la croissance incontrôlée, le cancer de la société" », *Le Monde*, 8 avril 2022.

d'entre eux le juge positif, mais aussi – plus surprenant – 30 % de ceux qui se déclarent proches d'Europe Écologie-Les Verts¹. La question n'est évidemment pas de gommer l'analyse de la critique. La raison d'être de la candidature de Yannick Jadot est bien de pointer la procrastination du quinquennat qui s'achève afin de proposer une autre voie pour lutter contre le risque climatique et les dégâts environnementaux.

Cela dit, si la lutte contre le changement climatique, comme l'avertit le GIEC, dépasse les enjeux électoraux et politiques, ne doit-elle pas, également, ouvrir la perspective d'une négociation durable, quel que soit celui ou celle qui sort victorieux du scrutin ? Il y a une contradiction, en effet, à mettre l'accent, à juste titre, sur le compte à rebours de trois ans qu'évoquent les scientifiques pour agir de manière déterminée et le rythme institutionnel français qui renvoie à horizon de cinq ans le prochain grand débat sur le modèle de la transition. Le candidat ne saurait se cantonner à un moment électoral et, demain, faute d'être élu, donner implicitement rendez-vous en 2027.

À s'inscrire sans réserve dans le code d'un mode de scrutin trop sensible à la défiance politique, trop rétif au débat démocratique, trop guidé par la personnalisation, le candidat oublie que l'une des missions du courant écologiste est aussi de changer les règles du jeu. Puisque le sujet de la transition est intégré par toutes les formations politiques, même de manière discutable, honteuse ou erronée, il mérite d'être inlassablement remis d'aplomb, au fil des avancées ou des renoncements des politiques

publiques. Bref, il s'agit de plaider en tant qu'inlassable contributeur aux solutions vertueuses. Et de ne pas laisser à d'autres le soin de minimiser ou de maquiller l'impératif.

Pour répondre à l'urgence, l'expression politique de l'écologie ne peut se positionner en tant que seule dépositaire de ces solutions. Elle a vocation à travailler au consensus, et donc aux inévitables compromis, d'autant que la transformation du modèle économique n'est pas seulement l'affaire de l'État, mais surtout de la société. Cela n'implique nullement de se ranger à des projets politiques ou des formations gouvernementales qui ne présentent pas de garanties suffisantes dans la volonté de lutter pour le climat et le vivant. Mais cela suppose d'ouvrir la perspective, une fois le scrutin clos, de rechercher les voies de la négociation.

Ce positionnement disruptif, par rapport à la mécanique d'une élection présidentielle à coloration monarchique, aurait été aussi une manière de remettre en cause des institutions privées d'une logique de représentation proportionnelle. Les exemples allemand et européen viennent immédiatement à l'esprit. La puissance des Grünen, outre-Rhin, désormais à la tête d'un ministère de l'Économie et du Climat, comme l'influence du groupe Les Verts au Parlement européen démontrent que la cause écologique peut avancer d'autant plus que le système démocratique favorise la négociation. Yannick Jadot le sait bien, qui mène des combats, et obtient parfois des succès importants au niveau européen.

1. « Les Français et le bilan d'Emmanuel Macron sur l'écologie », enquête Ifop pour *Le Journal du dimanche*, 21 avril 2022.

Une machinerie trop peu professionnelle

On n'est jamais mieux servi que par soi-même. En politique, cette maxime s'applique souvent à la lettre. Les candidats à une élection présidentielle sont, en règle générale, de bons clients du circuit médiatique audiovisuel, des consommateurs gourmands de sondages et des porteurs d'idées constituant l'armature d'un projet. Ils se méfient des journalistes, des sondeurs et des communicants, considérant, souvent à tort, maîtriser toutes les ficelles du métier. Ils se considèrent comme des chefs d'entreprise aguerris au marketing stratégique de l'offre politique dont les équipes se consacrent essentiellement aux fonctions support : la gestion des finances, l'organisation logistique, la production d'outils, l'animation du réseau militant.

Yannick Jadot ne déroge pas à ce portrait. Excellent partenaire des animateurs de matinale radiophonique ou de soirée télévisuelle, maniant avec talent un argumentaire solide et unanimement jugé sérieux, subtil acteur des jeux politiques qu'il pratique avec succès depuis le Grenelle de l'environnement de 2007 jusqu'aux contacts informels avec la sphère socialiste durant les dix-huit mois précédant l'élection présidentielle, il est en principe bien armé pour affronter la tempête présidentielle qui s'annonce. Il doit cependant composer avec plusieurs difficultés qui brident le lancement de la machine à gagner des voix.

La première est qu'il entend poursuivre le plus longtemps possible son travail au Parlement européen. Bruxelles n'est pas loin et le pilotage des opérations peut se faire en distanciel. Mais il se trouve que le noyau dur de l'équipe, côté direction et organisation, est aussi élu ou collaborateur de l'institution. L'ambiance s'en ressent au local parisien où les per-

manents et bénévoles manquent parfois de contacts directs avec le candidat et son entourage proche. Il n'est pas toujours facile de coordonner les agendas. Les réunions Zoom, certes, permettent d'échanger et d'arbitrer, mais moins de mobiliser et d'emballer les responsables des différents pôles de travail.

Deuxième difficulté : Europe Écologie-Les Verts est une petite organisation dont l'assise repose principalement moins sur ses militants que sur ses élus locaux. Son potentiel organisationnel reste faible et ses réseaux auprès des intellectuels et des hauts fonctionnaires limités. En réalité, la force sociale et mouvementiste de l'écologie politique lui échappe en partie. Les ONG, associations, lanceurs d'alerte du climat et de la biodiversité vivent leur vie assez loin du parti censé en être l'expression politique. Soucieuses, voire sourcilleuses d'une répartition des rôles, elles ne se lèvent pas d'un bond pour offrir leurs services au candidat écologiste. Ce sera d'ailleurs l'un des échecs de la campagne de ne pas avoir su nouer une relation de confiance et de mobilisation avec les militants engagés dans ces mouvements.

Troisième difficulté, enfin : la primaire écologiste, bien que saluée pour sa qualité et son organisation, a laissé quelques plaies. La victoire étriquée de Yannick Jadot au second tour donne des ailes et des ambitions à sa concurrente qui ne se prive pas de dire ce qu'elle pense. Pour maintenir l'unité de la candidature, négociations et compromis s'additionnent pour constituer les différents comités qui auront officiellement – mais, en fait, pas véritablement – la charge de conduire la stratégie de campagne. Les boucles WhatsApp se multiplient, obligeant le candidat à jongler entre réunions plus ou moins utiles et recommandations plus ou moins appropriées.

Une appréciation erronée de l'opinion électorale

La constitution de l'équipe de campagne se ressent de cet agenda européen persistant, d'une ressource partisane essentiellement financière et de débats stratégiques durant lesquels les intérêts des uns et des autres – candidat et dirigeants des différents courants d'Europe Écologie-Les Verts – ne se superposent pas nécessairement. Au bout du compte, le recrutement tarde et la machine ne commence réellement de tourner qu'à la fin du mois de novembre 2021. Beaucoup de temps est perdu alors même que l'effet Jadot, au sortir d'une primaire somme toute victorieuse, mériterait d'être valorisé par tous les moyens face à la concurrence déjà en marche.

Début décembre, le constat est malheureusement limpide. Quelques jours avant le premier grand meeting du candidat, qui doit en quelque sorte lancer sa campagne, la moyenne des intentions de vote publiées par les instituts de sondages couvrant la présidentielle reste scotchée à un peu plus de 7 %. C'est inquiétant. Car à quatre mois du premier tour d'une élection présidentielle, le capital électoral déjà cristallisé préfigure en grande partie le résultat final. Pour prétendre gagner sa place au second tour, même dans un contexte brouillé où le ticket paraît alors être de l'ordre de 20 % des suffrages exprimés, il est fondamental de frôler rapidement les 10 % d'intentionnistes. François Bayrou en 2007 ou Jean-Luc Mélenchon en 2017 en ont apporté la preuve.

Or le rapport à l'opinion des écologistes n'est pas complètement objectif et serein. Alors même que ces chiffres appellent une réflexion stratégique urgente sur le cours de la campagne, le candidat et les dirigeants d'Europe Écologie-Les Verts minimisent le sujet au cours de plusieurs réunions censées tracer l'axe et, surtout, la cible des prochaines interventions. La posture verte, sérieuse et frontale contre le président ne peut convaincre les électeurs écologistes macronistes tandis qu'elle peine à séduire un électoral de gauche en quête d'une improbable unité. En petit comité, puis publiquement, la thèse des sondages qui se trompent régulièrement lors des consultations électorales constitue doréna-

vant l'argumentaire. Il est plutôt pauvre face au sur-place observé dans les livraisons quotidiennes des instituts.

Rappelant l'exemple des européennes de 2019, quand les derniers sondages le pointaient à 9,5 % pour un résultat final à 13,5 %, Yannick Jadot défend l'idée de l'heureuse surprise au premier tour. C'est une fuite en avant qui peut se comprendre – ne pas désespérer les intentionnistes du moment –, mais qui est également démobilisatrice. Pourquoi les indécis manifesterait-ils maintenant leur préférence puisque rien n'est joué et que tout peut arriver ? Or, les sondages ne se trompent pas tant que cela ! Photographiant l'opinion à ce moment de la campagne, ils révèlent simplement que la mayonnaise ne prend pas et que les électeurs potentiellement susceptibles de soutenir le candidat ne sont encore convaincus ni par son propos, ni par sa personnalité.

Cette forme d'immaturation face à l'analyse de l'opinion se traduit notamment par un surprenant non-dit sur l'enquête qualitative confidentielle réalisée à la fin de l'année 2021. Plusieurs groupes ont été réunis avec des caractéristiques homogènes : électeurs de gauche, macronistes, écologistes, abstentionnistes ou primo-électeurs. Que ressort-il des discussions ? « Yannick Jadot se trouve actuellement à mi-chemin dans la transition d'une écologie politique "de témoignage" à une écologie politique "d'action" », note le rapport en conclusion. L'espace électoral existe, mais cela nécessite encore des efforts pour « remettre au centre du débat les enjeux écologiques et la thématique environnementale ; montrer que le candidat a un projet de société et non simplement une addition de propositions ; se montrer, se dévoiler un peu plus personnellement ; mettre dans le débat des mesures qui créeront... le débat ».

Une telle conclusion mérite quelques échanges approfondis. Elle n'est cependant pas jugée suffisamment convaincante pour mobiliser les esprits. Le rapport s'égaré rapidement dans un tiroir. Pourtant, il souligne quelques éléments déjà connus, mais sans doute encore mal traités. Le candidat n'imprime guère dans le débat. Trop sérieux, trop classique, trop scolaire, il a du mal à donner sens à son propos, à relier l'infiniment grand de l'enjeu climatique à l'infiniment petit des engagements quotidiens

pour l'environnement. Jugé sympathique, sincère et engagé, il est considéré comme trop peu charismatique et sans l'envergure suffisante pour briguer un mandat de président de la République.

La mécanique répétitive et fastidieuse des déplacements

Pour pallier le manque de notoriété et générer une envie de voter Jadot, la machine de campagne a décidé de multiplier les déplacements de terrain. C'est une recette éprouvée, pour tout candidat, de jouer la proximité territoriale contre le microcosme parisien, en choisissant un bon thème, en rencontrant les militants et les élus, en obtenant inmanquablement une interview dans la presse quotidienne régionale. Encore faut-il que les ingrédients de base puissent en faire un événement pas seulement local. L'embarquement de journalistes nationaux dans ce genre de périple suppose un donnant-donnant : des images et des retombées médiatiques moyennant un contenu susceptible d'attirer l'œil des éditeurs et programmeurs des grands rendez-vous médiatiques quotidiens.

La mécanique, répétitive, ne marche pas toujours, surtout quand les rouages fonctionnent de manière un peu automatique. Les visites à des agriculteurs convertis au bio, à des parcs d'éoliennes, à des PME engagées dans la transition climatique, à des centres de recherche sur les énergies renouvelables, à des entrepreneurs sociaux engagés dans la production locale et recyclable finissent par devenir redondantes aux yeux des médias. Peu discutés quant à leurs effets de rebond dans la campagne, ces déplacements s'enchaînent à un rythme soutenu et fatigant pour le candidat sans que grand monde, au-delà du périmètre local, ne s'y intéresse. Les interrogations de certains sont vite balayées par la force d'inertie d'une organisation déjà programmée.

Un exemple parmi d'autres illustre la dérive. Le 5 janvier, une cinquantaine de journalistes se bousculent derrière Yannick Jadot qui effectue son premier déplacement de l'année à Bordeaux sur le

thème de la jeunesse. Le contexte est politiquement compliqué depuis que Christiane Taubira s'est déclarée candidate et que la pression monte pour faire participer tous les candidats estampillés à gauche à la primaire populaire. Ce peut être l'occasion, soit de s'en démarquer clairement en revendiquant plutôt le rassemblement des électeurs de tous bords attachés à l'enjeu climatique et environnemental, soit de manifester sa connivence et sa complémentarité avec le maire désormais écologiste d'une des plus grandes villes de France, soit d'annoncer une mesure forte pour les jeunes comme le revenu citoyen de 900 euros qui figurera plus tard dans le programme. Au lieu de quoi, le candidat suggère de ne pas perdre de temps avec la primaire qu'il récuse et souligne que la campagne ne fait que démarrer.

Les journalistes en sont pour leur faim. Ils se précipiteront moins, par la suite, pour couvrir les sorties du candidat. Dix jours plus tard, à l'occasion d'une rencontre avec des chefs d'entreprise sur le thème de la réindustrialisation et du made in France, celui-ci s'affiche enfin avec Cédric Villani, ancien macro-économiste et figure scientifique, révélé par sa campagne pour la mairie de Paris. C'est une personnalité emblématique de l'électorat attiré par Emmanuel Macron en 2017, qui a cependant rompu, faute de bilan, avec le président. C'est donc l'occasion de délivrer un message à l'intention de cette cohorte d'électeurs. On en reste au seul sujet du jour. L'événement fait quelques lignes dans les pages départementales du *Parisien*.

Au cours des déplacements, un dispositif original a été concocté sous la forme de mini-réunions publiques en extérieur dans la plupart des grandes villes visitées. Ce sont les « forums du possible » qui réunissent quelques centaines de personnes autour d'une estrade où s'exprime le candidat. La mobilisation des militants et sympathisants pour faire nombre est compliquée par le fait que, chez les écologistes, la participation à des meetings ne fait pas partie des réflexes naturels. La comparaison avec l'affluence constatée du côté de Jean-Luc Mélenchon est fâcheuse. Le format est finalement abandonné après quelques déconvenues d'audience.

Une attention imparfaite aux médias

S'agissant des médias, la relation aux journalistes est pilotée par deux centres de commande qui utilisent, chacun, des canaux différents pour faire passer les messages et les informations. Résultat : quelques couacs dans l'ordonnancement des interventions médiatiques du candidat. Le plus surprenant, qui irrite évidemment les rédactions en chef soucieuses d'« exclusivité » lorsqu'il s'agit de long entretien, est la parution le même jour d'une interview dans *Les Échos* sur les détails du programme économique dévoilé quelques jours plus tôt et d'une autre interview dans *Libération* sur le contexte général de la campagne et la volonté de porter un débat de civilisation sur les questions d'environnement¹.

Plus ennuyeux, la retransmission en direct des meetings des candidats par les chaînes d'information en continu obéit à des règles de quota de temps de parole. Lorsque la première grande réunion publique a lieu, en décembre 2021 à Laon, les caméras sont au rendez-vous. Les journalistes présents ont reçu l'information selon laquelle le discours devrait durer environ quarante-cinq minutes. Emporté par son élan, Yannick Jadot parle une heure cinquante. Les téléspectateurs devant leur écran ont donc droit à une sorte de double peine. D'une part, la retransmission est coupée brusquement au bout d'un peu plus d'une heure. D'autre part, le débat qui s'ensuit avec des éditorialistes, contraintes horaires obligent, se limite à quelques minutes.

La difficulté à s'imposer donne lieu, bientôt, à une sorte de métadiscours sur la campagne à l'égard des médias. Au fil des semaines, Yannick Jadot multiplie les déclarations selon lesquelles le moment n'est pas encore venu du véritable débat et que, bientôt, les Français lui sauront gré de proposer un chemin sérieux pour affronter la crise climatique et sociale. C'est une autre façon de faire patienter des inten-

tionnistes et des indécis qui ne voient décidément pas la vague monter. La démarche est à la fois honnête, mais troublante. À force de reporter à demain le moment de la vraie bataille, le doute s'installe. Quand il dévoile enfin son projet, après une primaire populaire qui n'en a que le nom, son capital sondagier s'est déjà effrité et Jean-Luc Mélenchon commence de le distancer clairement.

Quand s'ouvre enfin vraiment la campagne, les prestations télévisées constituent des moments privilégiés qu'il convient de préparer avec soin. Un grand débat est annoncé entre tous les candidats sur TF1. L'équipe de campagne prépare une répétition grandeur nature. Les figurants sont des responsables d'Europe Écologie-Les Verts qui jouent, avec beaucoup de talent, les différents compétiteurs. Mais le candidat est épuisé. Ballotté de 6 heures à 22 heures, au fil d'un agenda surchargé, entre réunions internes et rencontres multiples avec corps intermédiaires et contacts divers souhaitant l'entendre, il peine à se plier à l'exercice. Ce n'est finalement pas très grave puisque, le président-candidat refusant de se prêter à l'exercice, la confrontation prévue tourne finalement à une suite de monologues.

Très à l'aise dans les médias, Yannick Jadot souffre cependant d'une approche insuffisamment pensée et déployée sur les réseaux sociaux. L'ouverture d'une chaîne sur Twitch ou la diffusion de vidéos sur TikTok répondent au souci de capter l'attention des jeunes publics. Faute d'anticipation et d'expérimentation durant la pré-campagne, les résultats d'audience sont décevants. Globalement, l'empreinte numérique du candidat reste anecdotique la veille du premier tour. Toutes plates-formes confondues, il réunit 225 000 abonnés, dix fois moins qu'Anne Hidalgo (plus de 2 millions) et trente fois moins que Jean-Luc Mélenchon (6,5 millions)².

C'est l'un des revers majeurs de la campagne. La culture peu militante des écologistes ne les incite pas à se mettre sous tension pour utiliser les réseaux sociaux comme caisse de résonance. Le

1. « Yannick Jadot : Instaurer un 'bonus-malus écologique' sur les impôts est un impératif absolu », *Les Échos*, 9 février 2022 ; « Yannick Jadot : Le *statu quo*, c'est le chaos écologique, social, économique et démocratique », *Libération*, 9 février 2022.

2. « La présidentielle se joue aussi sur les réseaux sociaux », *Les Échos*, 7 avril 2022.

professionnalisme des équipes de Jean-Luc Mélenchon ou d'Éric Zemmour, au contraire, s'appuie sur des communautés embarquées tout entières rivées sur le prosélytisme numérique. La capacité à surprendre, à accélérer, à argumenter permet d'imposer un agenda aux médias. L'agit-prop sur la Toile implique une stratégie durable et une réactivité permanente pour mobiliser les sympathisants et influencer les électeurs.

Quelques couacs de programme et de communication

Côté programme, l'équipe a pour charge de gérer un sujet curieusement renvoyé à plus tard : la question de la démocratie et des institutions. Sur le site internet Jadot2022.fr, la présentation du point 5 – « Faire société face au défi climatique » – est alors assortie de la phrase suivante : « L'ensemble des mesures qui visent à redonner du souffle à notre vie démocratique seront présentées ultérieurement, à la suite d'une réflexion menée par des citoyennes et des citoyens¹. » L'idée est louable et consiste à organiser une mini-convention à l'instar de la convention citoyenne pour le climat, en faisant émerger des propositions nourries par la confrontation entre des Français et des experts du sujet.

Las, le *timing* est serré alors même que la question démocratique est l'un des sujets qui anime l'électorat écologiste et qui nourrit le désaveu du pouvoir en place. L'organisation de la convention est déléguée à un organisme d'études qui réunit une trentaine de Françaises et Français, et pilotée par un organisme qui avait accompagné la convention citoyenne sur le climat. Les délais ne permettent pas une délibération réfléchie à la suite des deux seules réunions organisées. Les résultats sont décevants, en ce qu'il reflète avant tout la défiance des élec-

teurs à l'égard du système politique et de ses représentants. Les propositions comme la diminution radicale des indemnités des élus ou la limitation drastique du cumul des mandats dans le temps sont vite passées par pertes et profits. Sont retenues les mesures-phares, déjà actées, comme la proportionnelle et la réforme des institutions. L'éclatement de la guerre en Ukraine ne laissera pas de place au développement de ces idées.

Malgré une équipe qui travaille d'arrache-pied, s'arrangeant avec des moyens limités, résistant jusqu'au bout au spectre de l'échec, quelques couacs ponctuent le déroulé des opérations. L'affiche officielle de campagne est ainsi validée au terme d'un parcours auquel ne sont guère associés les proches du candidat. Fin 2021, le slogan « Changeons ! » est retenu et figure en toile de fond de toutes les réunions publiques. Le verbe manifeste à la fois l'ambition du projet et l'usage de la première personne du pluriel l'indispensable mobilisation collective pour le porter. Lorsque la guerre éclate en Ukraine, Yannick Jadot décide d'utiliser un nouveau mot d'ordre : « Faire face ». Le revirement tactique ne crée pas seulement un peu de confusion et de questionnement. Le credo est très défensif et trop conjoncturel. Il se concrétise par une affiche placardée devant tous les bureaux de vote sur laquelle le portrait regarde au loin et ne fait pas face aux électeurs.

Dernier sujet qui provoque quelques sérieuses discordes dans les rangs d'Europe Écologie-Les Verts : les clips officiels de campagne, programmés à heure de grande audience sur le service public, et trop souvent négligés. Les boucles de discussion s'enflamment quand certaines phrases maladroitement, certains visages peu appréciés figurent dans les pilotes. Surtout, un spot fait l'unanimité contre lui. On y voit des responsables non nommés prononcer chacun une phrase résumant une partie du programme. Sur le plan audiovisuel, alors que le temps est désormais compté et égal entre tous les candidats, l'image finale laisse un peu à désirer.

1. Voir www.jadot2022.fr/programme.

Une incarnation trop peu collective

« Moi, président » est devenue une anaphore célèbre en 2012. Son pouvoir d'entraînement, cependant, reposait sur le contexte de son énonciation. Dans le débat télévisé de second tour qui opposait Nicolas Sarkozy à François Hollande, ce dernier utilisa la formule, de manière répétée, pour dénigrer certains comportements de son prédécesseur et assurer qu'une fois élu, il en prendrait l'exact contre-pied. Dans une finale d'élection présidentielle, la figure donnait rapidement à voir ce qui opposait les deux candidats et donc matière à conforter l'intention de vote des électeurs. Habilement utilisée par l'un et mal encaissée par l'autre, elle a donné soudain chair au slogan de campagne du challenger : « Le changement, c'est maintenant ! ».

Une formule aussi chargée de prétention, au double sens d'ambition et de vanité, doit être maniée avec prudence. La posture qui l'accompagne, également. Tout candidat ou candidate à la fonction suprême passe nécessairement par un double sas médiatique et programmatique. D'une part, les journalistes n'ont de cesse de poser la question facile et lancinante : « Quelle sera votre première mesure une fois installé à l'Élysée ? ». Obligeant ainsi leur interlocuteur ou interlocutrice à se projeter dans le rôle de président. D'autre part, la présentation, défense et illustration du programme est un exercice qui implique de manier en permanence le « je ». Commandant de « faire comme si » aux yeux des électeurs.

Faire président est sans doute une condition indispensable pour convaincre les électeurs d'apporter leurs suffrages. Mais elle est en même temps hasardeuse. Dans une compétition de cette envergure, la crédibilité est en permanence soupesée à l'aune des sondages qui ponctuent la course de petits chevaux et des réactions à l'actualité qui pèsent souvent plus

que les programmes. Avec l'information en continu, sur les chaînes spécialisées et les réseaux sociaux, la scène électorale ne se réduit plus aux figures classiques du meeting jaugé au nombre de participants, de la visite de terrain mesurée à la chaleur des poignées de main ou du show médiatique apprécié à l'aune des « bons mots » et des réparties. Elle est désormais le terrain d'expérimentation de figures nouvelles qui empruntent à la notion de performance, au sens anglo-saxon du terme.

De quoi s'agit-il ? Dans le domaine artistique, la performance désigne une pratique qui se concentre radicalement sur l'effectuation d'une action et l'imédiateté de son pouvoir signifiant. Autrement dit, elle vise non pas la considération pour la mise en forme d'une œuvre, mais la seule curiosité pour un acte exercé au mépris des conventions de la représentation. Traduite en termes politiques, elle s'inscrit dans ce que Christian Salmon nomme « l'ère du clash¹ ». Mais elle n'est pas que transgression aux limites de la vérité. La performance politique est fille de l'économie de l'attention. Elle a pour principal objectif de surprendre et de canaliser un moment le flux médiatique. Peu importe, d'ailleurs, les commentaires élogieux ou réservés. Seul compte l'intérêt pour l'inattendu.

Le coup de fraîcheur du collectif Ibiza

Primus inter pares, bien que candidat non alors déclaré, Emmanuel Macron cède au genre en déclarant : « Les non-vaccinés, j'ai très envie de les

1. Christian Salmon, *L'Ère du clash*, Paris, Fayard, 2019.

emmerder¹. » Quand bien même il exprime tout haut ce que pense tout bas une majorité de concitoyens, il sort volontairement de son statut de président de tous les Français pour poser des mots qui n'ont d'autre but que de provoquer une forme de stupefaction. Il a été précédé, quelque temps plus tôt, par Éric Zemmour dont les coups d'éclat et les dérapages sur l'immigration, Pétain ou les handicapés, sont relayés par un activisme effréné de ses partisans.

De son côté, Jean-Luc Mélenchon choisit, comme en 2017, de revisiter le traditionnel meeting. Ce fut l'hologramme il y a cinq ans. C'est désormais le rassemblement immersif et olfactif. Une sorte de première mondiale avec quatre murs-écrans carrés permettant la projection d'images à 360°, tandis qu'un dispositif diffuse des odeurs dans la salle. « C'est un début de campagne. Il fallait faire un coup d'éclat », lance le candidat sur scène. Dans un autre registre, l'éloge du steak-frites par Fabien Roussel vient volontairement heurter une aspiration montante à une alimentation moins carnée et réussit à provoquer un débat momentané qui donne corps à son slogan « La France des jours heureux ».

Plus sérieusement, l'interpellation de Valérie Pécresse dénonçant les violences faites aux femmes devant Jean-Jacques Bourdin, maître de cérémonie d'une émission spéciale de campagne, mais par ailleurs mis en cause par certaines plaignantes, relève d'une prise de risque calculée. Elle participe de la construction d'une image de présidentialité qui revendique son statut et fait fi des bonnes manières entre politiques et journalistes de renom. À sa façon, Marine Le Pen « performe » également en déclarant son amour pour les chats et en révélant qu'elle vit « en coloc avec une copine », des confidences inattendues qui participent évidemment de sa stratégie de dédramatisation.

Une performance, par nature, demande réactivité et intuition et, surtout, capacité à sortir de son habit taillé sur mesure de candidat ou de candidate. Lorsqu'à l'initiative d'une élue écologiste de la région Île-de-France, un collectif Ibiza – certains militants en maillot de bain – danse au son d'une

musique de boîte de nuit devant les locaux du ministre de l'Éducation nationale, c'est drôle et efficace. Un tel *happening* avec, en bonus, un sosie de Jean-Michel Blanquer vaut mieux que toute démonstration sur l'indélicatesse d'un protocole sanitaire adressé aux enseignants depuis l'île des Baléares, à la veille de la rentrée scolaire, début 2022. La vidéo circule sur les réseaux, mais la performance passe sous les radars.

Yannick Jadot s'en réjouit, mais ni lui ni son équipe de campagne n'en sont réellement à l'initiative. De tels écarts ne font pas partie de la feuille de route. Le candidat s'en tient à la ligne stratégique austère, définie plusieurs mois auparavant, et évite soigneusement toute forme de dérapage quelque peu incontrôlé. Il n'aime guère le risque et l'imprévu. L'essentiel pour lui est de ne pas faire de fautes. Son enjeu est de sortir l'écologie politique d'une forme de marginalité sympathique. Travaillant beaucoup sur le corpus de son projet, précis et méticuleux sur chacune des idées, rigoureux dans leur explication, il surjoue la crédibilité, thème après thème, intervention après intervention.

La « mano a mano » avec Emmanuel Macron

Et convaincu qu'une qualification au second tour n'est pas impossible, il commet l'erreur d'organiser, dès le premier, un *mano a mano* avec Emmanuel Macron. Sa performance à lui, il pense la tenir le 19 janvier, quand l'occasion lui est donnée de parler après le discours d'Emmanuel Macron au Parlement européen en tant que président du Conseil européen. Sa rhétorique est sévère, mais juste, s'agissant de l'inaction climatique de la France, condamnée par les tribunaux, ou des compromis passés avec certains pays pour obtenir que l'Europe considère « verte », et donc vertueuse, l'énergie nucléaire. La formule « climato-arrangeant » fait

1. « Europe, vaccination, présidentielle... Emmanuel Macron se livre à nos lecteurs », *Le Parisien*, 4 janvier 2022.

mouche. Mais le ton est excessif et l'évocation des migrants syriens récemment noyés dans la Manche inappropriée. L'affrontement est mal perçu dans l'enceinte de Strasbourg qui n'apprécie guère un règlement de comptes franco-français.

Plus tard, le 14 mars sur TF1, l'ersatz de débat entre les principaux candidats consiste à s'exprimer en solitaire sur les grands sujets d'actualité, et particulièrement la guerre en Ukraine. Une profession de foi d'une minute est accordée, en début d'émission, pour poser les enjeux de l'élection. Les échanges avec le candidat ont mis l'accent, les jours précédents, sur l'importance de mobiliser l'électorat écologiste dans sa diversité. Les sondages sont déjà en berne et les positions courageuses de Yannick Jadot sur le conflit ukrainien laissent espérer un rebond auprès des électeurs méfiants vis-à-vis d'un président qui tutoie Poutine et d'un candidat « insoumis » embarrassé par sa vision internationale. Mais cette introduction-clé, à l'heure de la plus grande écoute, se résume finalement à une violente diatribe contre le quinquennat d'Emmanuel Macron.

Le candidat écologiste s'érige en principal opposant, sous-estimant la priorité de rassembler un électorat écologiste réparti entre la gauche et le président sortant. La posture est aventureuse. Elle est surtout inefficace à mesure que le compte à rebours avance et que Jean-Luc Mélenchon appelle au vote utile. Au jeu de celui qui sera le plus virulent détracteur, la partie est perdue d'avance. Autour du candidat, les désaccords se font d'ailleurs jour sur la meilleure façon de contrer le candidat de La France insoumise. Certains considèrent que les critiques à son encontre ne sont pas comprises par un électorat soucieux d'unité et que, ce faisant, elles sapent le vote Jadot. D'autres, au contraire, soulignent que la démarcation est indispensable pour affirmer une autre vision de l'exercice du pouvoir et que la charge permanente contre Emmanuel Macron ne fait que produire du vote « insoumis ». Comme le souligna Bruno Latour, grande figure intellectuelle apportant son soutien à Yannick Jadot : « La stratégie du vote utile a englouti l'écologie politique, alors que sa

vocation aurait été d'engloutir l'ancienne définition de la gauche¹. »

Incarner une candidature d'affrontement plutôt que de rassemblement, telle est la logique qui finit donc par prédominer. La cause climatique et environnementale défendue avec acharnement et talent se dissout bientôt dans l'actualité imprévisible de la guerre en Ukraine, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des Français ou des raisons d'un vote utile au premier tour. La campagne manque singulièrement de relief et d'empathie. La polémique avec le président de Total Énergies, que le candidat accuse de complicité de crimes de guerre et qui le menace de diffamation, réveille soudain les commentateurs. Mais le véritable débat sur les enjeux de la transition climatique et sur les contours d'un modèle économique original, mais acceptable par l'opinion, n'a finalement pas eu lieu.

Yannick Jadot veut tellement faire président qu'il est amené, en cours de campagne, à prendre une décision un peu ridicule. Des membres de son entourage l'invitent à mettre la cravate pour parfaire son image de prétendant à l'Élysée, comme si la question était alors de draguer à la marge un électorat soucieux de code vestimentaire ! D'autres soulignent qu'après presque deux ans de pré-campagne dans un style plutôt décontracté, le changement de tenue n'aura pour effet que de nourrir des commentaires sur ce nouvel attribut. C'est exactement ce qu'il advient.

Une autre démarche était possible

La longue marche du candidat écologiste dans le sillon d'un mode de scrutin imaginé pour des personnalités intrinsèquement exceptionnelles ou conjoncturellement charismatiques n'est pas qu'un choix calculé. La manière d'être aux yeux de l'opinion

1. « Macron, la gauche, l'écologie... Les leçons présidentielles de Bruno Latour », *Mediapart*, 23 avril 2022.

reflète aussi une manière de faire dans la campagne. À l'écoute des uns et des autres, mais détestant les controverses trop tranchées, il privilégie un mode de management classique : exposer un problème, faire parler chacune et chacun, tenter une synthèse parfois impossible avant de se retirer pour délibérer avec soi-même. La solitude est un trait marquant chez Yannick Jadot qui n'utilise guère son aura, dans les deux années précédant le scrutin, pour construire des réseaux et attirer des alliés.

Une autre démarche, un autre récit étaient possibles pour asseoir la légitimité d'une candidature écologiste aux yeux des Français. En 2009, les artisans de la naissance d'Europe Écologie-Les Verts, qui a obtenu, aux élections européennes, le meilleur score jamais réalisé par ce courant politique, donnent l'image d'une joyeuse bande. De Daniel Cohn-Bendit à José Bové, en passant par Yannick Jadot ou Eva Joly, la petite troupe anime les tréteaux. C'est une addition de personnalités qui disposent, pour des raisons diverses, d'un capital sympathie dans une partie de l'opinion et qui sont animées avant tout par des désirs centripètes plutôt que centrifuges.

Quand démarre la pré-campagne, en 2020, Yannick Jadot n'a pas que des amis dans sa formation. Son courant est même minoritaire. Mais ses idées et sa manière d'incarner l'écologie suscitent l'intérêt aussi dans des sphères jusque-là improbables pour les écologistes. Au lendemain de son succès électoral européen de 2019, il surprend agréablement l'aréopage des élites économiques réunies, comme chaque année, aux Rencontres d'Aix-en-Provence. Invité surprise de la session annuelle, son discours est posé et jette les bases de ce que sera l'une de ses *punchlines* de campagne : « La transition écologique se fera avec les entreprises ou ne se fera pas. » Les applaudissements sont nourris.

Par la suite, il soigne ses relations publiques auprès des décideurs économiques et sociaux. Il enchaîne des tête-à-tête avec quelques patrons du CAC40, les plus enclins à écouter son message, et participe à de nombreuses tables rondes ou forums d'entrepreneurs pour prêcher la bonne parole. Ses liens avec le monde syndical et associatif sont entretenus avec constance, notamment du côté de la CFDT. Ses premières réflexions sur le projet présidentiel s'inspirent des travaux de la confédération, comme

de ceux produits, à intervalles réguliers, par les ONG et associations engagées sur le terrain climatique et environnemental.

Un comité scientifique atone

C'est sans doute le moment de manifester publiquement ces terrains possibles d'entente ou de négociation avant d'entrer dans le vif du sujet électoral. L'idée est suggérée de réunir autour de lui ces figures intéressées par une approche pragmatique de la transition. Un club, un colloque, une plate-forme serait l'occasion d'échanger et de discuter en confrontant les convictions d'une écologie politique de gouvernement avec les décideurs de la société civile. Le futur candidat hésite pour ne pas donner prise à l'accusation de pactiser trop rapidement avec les représentants supposés du diable. Lequel, s'il n'a pas forcément l'intention de se ranger derrière Yannick Jadot, est suffisamment malin pour surveiller de près ses intentions.

La fabrication du programme suit le même processus prudent, quand bien même économistes, sociologues ou experts ne rechigneraient pas à apporter leur contribution indépendante. Il existe un seul think tank en France – la Fabrique écologique – qui produit depuis une dizaine d'années des notes de réflexion sur les politiques publiques en matière d'environnement. À vocation transpartisane, ses travaux, de moins en moins confidentiels, alimentent la réflexion des politiques et des décideurs publics. En deux ans de pré-campagne et de campagne, aucun contact n'est noué, aucun rendez-vous n'a lieu avec ses animateurs.

L'éloignement ou la méfiance du candidat vis-à-vis des milieux intellectuels se reflète dans l'absence d'impact du comité scientifique dont la présidence est confiée à François Gemenne, spécialiste des migrations environnementales et co-auteur du sixième rapport du GIEC, rendu public à la veille du scrutin. Les participants les plus connus ne font que passer une tête au cours des quelques réunions qui ne donnent lieu à aucune communication particulière. La production intellectuelle sur la société du

climat et du vivant est pourtant riche. Pour ne prendre que quelques exemples, les travaux de Bruno Latour¹, sociologue et anthropologue, de Pierre Charbonnier² ou de Serge Audier³, philosophes, font autorité.

En vérité, le travail de sensibilisation et de séduction auprès des influenceurs de la pensée, qu'ils écrivent des livres ou animent des réseaux sociaux, n'a pas été suffisamment fait. Yannick Jadot est peut-être trop entier, voire orgueilleux, pour passer le temps qu'il faut avec les uns et avec les autres. Sa détermination et sa certitude de pouvoir accéder, si les conditions s'y prêtent, au statut de prétendant reconnu à la présidence de la République l'éloignent d'un travail pourtant essentiel : la révérence auprès des sachants de tous horizons, engagés dans la production d'idées ou le pilotage d'organisations activistes.

Le plus paradoxal est que, au terme de six mois de campagne ponctués en partie par la question nucléaire, ce soit l'un de ses fervents défenseurs, au nom de sa neutralité carbone, qui devienne le porte-parole de la sobriété écologique. Jean-Marc Jancovici pilote le think tank The Shift Project qui va attribuer, contre toute attente, une notation équivalente aux programmes de Yannick Jadot et de Jean-Luc Mélenchon sur la question de la transition. Il publie une bande dessinée qui pose ouvertement la question de la croissance à tout prix et qui connaît un grand succès de librairie⁴.

La bande à Jadot ne se forme pas

Il est vrai que le candidat écologiste doit composer avec quelques événements imprévus qui ne faci-

lent pas l'émergence d'un collectif de campagne. La mise en cause de Nicolas Hulot pour des motifs d'agression sexuelle contre des femmes provoque, dans la période de lancement, une rupture avec son porte-parole désigné. Matthieu Orphelin, député élu sous l'étiquette macroniste en 2017, rompt avec le président en 2019 et conduit une campagne écologiste remarquée en Pays de la Loire aux élections régionales de 2021 avant de se rallier à la candidature Jadot. Mais autrefois porte-parole de la Fondation Hulot, sa proximité avec l'ancien présentateur d'Ushuaïa risque de le mettre en porte-à-faux dans l'enquête judiciaire qui s'annonce. La séparation est inévitable.

Quelques mois plus tard, sous couvert d'un entretien « off » avec *Le Parisien*⁵, Sandrine Rousseau, rivale battue à la primaire, franchit la ligne rouge de la solidarité. « Ils se plantent sur tout », déclare-t-elle à l'adresse de l'équipe de campagne. Elle charge notamment le positionnement du candidat sur l'Ukraine, qui ne serait pas assez « écolo » : « À se mettre dans la roue de Macron, je ne vois pas ce qu'on gagne ! », souligne-t-elle. Son agenda, en réalité, n'est déjà plus l'élection présidentielle. Figure de l'éco-féminisme, elle prépare la suite qui passe par une candidature aux élections législatives et le prochain congrès Europe Écologie-Les Verts.

Ces accroc ne justifient pas complètement, cependant, une trajectoire fort peu collective. Les têtes d'affiche de la famille écologiste ne manquent pourtant pas pour aider le candidat à former un pack visible. José Bové, dont la notoriété dépasse celle de Yannick Jadot, n'est que très peu sollicité. Noël Mamère, vétéran des combats écologistes, Cédric Villani, dissident de la macronie, ne sont associés que rarement. Tous ont cependant droit à une ovation des 2 500 militants et sympathisants réunis à Paris, en fin de campagne, pour ce qui est décrit comme le plus grand meeting de l'histoire de l'écologie politique. Il est trop tard.

1. Voir Bruno Latour, *Mémo sur la nouvelle classe écologique. Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même*, co-écrit avec Nikolaj Schultz, Paris, La Découverte, 2022.

2. Voir Pierre Charbonnier, *Culture écologique*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2022.

3. Voir Serge Audier, *La Cité écologique. Pour un éco-républicanisme*, Paris, La Découverte, 2020.

4. Jean-Marc Jancovici, *Le monde sans fin. Miracle énergétique et dérive climatique*, avec Christophe Blain, Paris, Dargaud, 2021.

5. « Ils se plantent sur tout ! » : Sandrine Rousseau enterre Yannick Jadot et prépare la suite », *Le Parisien*, 3 mars 2022.

La bande à Jadot ne s'est pas formée. La visio programmée avec les nouveaux maires élus en 2020 est trop peu fréquente pour donner à voir l'articulation entre l'écologie de terrain et le projet présidentiel. Quant aux animateurs des marches pour le climat ou aux jeunes militants connus des ONG et des associations, leur engagement est frugal, voire inexistant quand ils ne rallient pas carrément les « insoumis ». La mayonnaise a mal tourné. Quand le candidat doit affronter le verdict, les potentiels soutiens se comptent sur les doigts de la main, le soir du 10 avril. Seul Éric Piolle, le maire de Grenoble et rival malheureux de la primaire, vient manifester du réconfort avant de filer sur un plateau télévisé.

Conclusion

Les planètes étaient alignées. Les électeurs en ont décidé autrement. Il serait injuste d'expliquer ce hiatus par les seules erreurs du candidat. Ce dernier a fait campagne dans un contexte à la fois délétère, étouffant et imprévu. La mise en orbite d'Éric Zemmour l'a d'abord privé, comme tous les autres candidats, d'une exposition digne de son propos. La

recrudescence de la pandémie puis le refus de faire campagne du président ont ensuite cantonné les compétiteurs à gérer les divisions de leur camp plus que les débats devant les Français. L'invasion de l'Ukraine, enfin, a déporté la confrontation sur un terrain international complexe, donnant un avantage statutaire au chef de l'État.

Vote au premier tour de la présidentielle 2022 des électeurs Jadot aux européennes 2019*

	Candidats trotskystes	Jean-Luc Mélenchon	Fabien Roussel	Anne Hidalgo	Yannick Jadot	Emmanuel Macron	Valérie Pécresse	Marine Le Pen	Éric Zemmour	Autres
Ensemble des Français	1,33 %	21,95 %	2,28 %	1,75 %	4,63 %	27,85 %	4,78 %	23,15 %	7,07 %	5,19 %
Électeurs Jadot 2019	2,30 %	34 %	2,50 %	3,50 %	23 %	24 %	2 %	5 %	1 %	3 %

* Source : Panel électoral, Ipsos.

Finalement, Yannick Jadot a recueilli deux fois moins de voix que la liste qu'il conduisait aux élections européennes de 2019. Ses électeurs d'alors se sont égayés pour partie vers Jean-Luc Mélenchon, pour partie vers Emmanuel Macron. Les uns et les autres, emportés par deux vagues utiles, n'ont pas considéré que l'élection présidentielle de 2022 était son moment même si sa dernière ligne droite a été remarquable. Le premier à dégainer son hostilité à la Russie de Poutine, le premier à appeler à manifester la solidarité des Français avec les Ukrainiens, le premier à revendiquer une réponse européenne concrète sous la forme d'une manifestation de soutien des vingt-sept chefs d'État et de gouvernement à Kiev, le premier à réclamer une aide militaire sonante et trébuchante à l'agressé, il a fait le job face à beaucoup de compétiteurs empêtrés dans leurs positions passées. Et certainement convaincu des électeurs de reconsidérer leur intention de voter Mélenchon.

Les attaques politiques contre ce dernier lui ont été reprochées par une partie de sa famille politique. Pourtant, le débat avec les « insoumis » aurait mérité d'être approfondi durant la campagne. Car la conversion de ces derniers à la cause écologique repose sur un programme à la fois étatique – la planification – et keynésien – l'augmentation gigantesque des dépenses publiques – dont le financement implique une croissance forte. Ce qui n'est pas précisément raccord avec les idées chères à l'écologie politique selon lesquelles la transition est d'abord affaire de société civile, de décentralisation et de modes de vie, et surtout de sobriété collective face au mythe d'un développement soutenable à tout prix.

C'est l'angle mort de la suite politique de l'élection présidentielle. Pour des raisons compréhensibles d'existence et de finances, Europe Écologie-Les Verts a choisi de courber l'échine devant le succès électoral de Jean-Luc Mélenchon. La constitution d'un groupe à l'Assemblée nationale et l'accès aux

financements publics des partis politiques obligent, dans un mode de scrutin à deux tours, de ménager les alliances. Mais celles-ci ont toujours un prix dont le montant sera fixé par le résultat des élections législatives et la volonté – ou non – du leader « insoumis » de préparer déjà 2027.

Yannick Jadot, pour ne pas désespérer sa famille politique, s'est cantonné dans un assourdissant silence. Après avoir caressé l'idée d'un barrage électoral organisé face à la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (Nupes) et pris les contacts nécessaires, il est vite rentré dans le rang.

Une nouvelle fois. Sa critique mesurée de la nouvelle alliance à gauche a été fort brève et suivie d'un soutien amical à quelques candidats écologistes en circonscription. Ni complice ni hostile, toujours responsable et fidèle, il rumine. Frustré du combat présidentiel majeur pour lequel il s'était préparé avec exigence et vigilance, il doit commencer par digérer l'acidité de la défaite. Fera-t-il comme Lionel Jospin, auquel il ressemble par son caractère à la fois intègre et fier ? Il a deux ans devant lui, avant les prochaines élections européennes de 2024.

Addendum

Le « cercle de confiance » autour de Yannick Jadot ne s'est pas retrouvé depuis le 10 avril. Ni pour tirer un bilan raisonné, à froid, de la campagne. Ni même pour partager le verre de l'amitié après deux années pleines d'une aventure singulière.

Sa boucle WhatsApp a été fermée le 11 mai avec ce message du directeur de campagne à l'attention de ses membres : « Vous avez participé à cette boucle d'échanges dans le cadre de la campagne présidentielle Jadot 2022 et je tenais à vous en remercier. L'heure est maintenant venue de fermer ce groupe en espérant garder le contact pour la suite de nos aventures collectives. »

Table

des matières

- 01 Introduction

- 03 Une stratégie trop peu lisible
- 04 L'écologie a gagné la bataille culturelle
- 04 *Exit* l'hypothèse d'une candidature solitaire
- 05 Le faux pas du rassemblement de toute la gauche
- 06 Le fondamentalisme vert en réponse à l'offre d'Anne Hidalgo

- 09 Un positionnement trop peu disruptif
- 10 57 % des électeurs écologistes, seulement, s'autopositionnent à gauche
- 11 Un gisement électoral à faire fructifier
- 12 Ce qu'il manque : une dose de radicalité et un effort de simplicité
- 13 Privilégier l'affrontement sur le bilan ou imaginer les compromis du futur ?

- 15 Une machinerie trop peu professionnelle
- 16 Une appréciation erronée de l'opinion électorale
- 17 La mécanique répétitive et fastidieuse des déplacements
- 18 Une attention imparfaite aux médias
- 19 Quelques couacs de programme et de communication

- 21 Une incarnation trop peu collective
- 21 Le coup de fraîcheur du collectif Ibiza
- 22 La « mano a mano » avec Emmanuel Macron
- 23 Une autre démarche était possible
- 24 Un comité scientifique atone
- 25 La bande à Jadot ne se forme pas

- 27 Conclusion

- 29 Addendum

Collection dirigée par Gilles Finchelstein et Laurent Cohen

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes – 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Derniers rapports et études :

05_2022 : Les LGBTIphobies au prisme de l'application FLAG!
Flora Bolter, Denis Quinqueton, préface de Johan Cavirot

05_2022 : Réinvestir la psychiatrie : une urgence sanitaire, un défi démocratique
Boris Nicolle

04_2022 : Le dossier Le Pen. Idéologie, image, électorat
Collectif

04_2022 : L'égalité femmes-hommes dans la presse quotidienne régionale : quel traitement médiatique durant les campagnes présidentielles ?
Collectif

03_2022 : Les peuples européens derrière l'Ukraine
Gilles Finchelstein, Amandine Clavaud, Jérémie Peltier

03_2022 : Les Français veulent une présidence omniprésente
Martial Foucault, Philippe Guibert

03_2022 : L'extrême droite européenne contre les travailleurs. Un dialogue social menacé
Samuel Greef, Alain Olive, Johan Sjölander, Emanuele Toscano

03_2022 : Tableau politique de « la France d'après »
Jérôme Fourquet

02_2022 : Temps de travail et temps au travail. Deux enjeux inséparables au cœur du présent
Hélène L'Heuillet, Frédéric Worms, Catherine Pinchaut

02_2022 : Le fer contre le carbone. Doubler la place du train pour une vraie transition climatique
Jean-Pierre Farandou

02_2022 : Contrat jeunesse 2022
Salomé Berlioux (coord.)

02_2022 : Les Européens et l'euro : la perception de la monnaie unique vingt ans après son adoption
Paul Cébille, Théo Verdier

 fondationjeanjaures

 @j_jaures

 fondation-jean-jaures

 www.youtube.com/c/FondationJeanJaures

www.jean-jaures.org


Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS